

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

**ARRETE**  
**portant autorisation d'une installation classée**  
**pour la protection de l'environnement**

**DIRECTION**  
**DES COLLECTIVITES LOCALES**  
**ET DE L'ENVIRONNEMENT**  
DB

*Le Préfet des Côtes d'Armor*  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*

**N° IC 20030511**

- VU Le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié le 30 mai 2005 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 Juin 1994 modifié le 1<sup>er</sup> juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles de plus de 20 000 animaux-équivalents soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 de la nomenclature;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié le 30 mai 2005 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'Arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 juin 1981 autorisant M. Gérard MAHE à exploiter à KERPERT au lieu-dit « Suscaniou » (section D n° D n° 65) un élevage avicole de 52000 poulets de chair et 6000 poulets label (soit 58000 animaux-équivalents) ;
- VU la demande présentée par Mme Renée MAHE demeurant à KERPERT au lieu-dit « Suscaniou » en vue de la restructuration à cette adresse (section ZM n° 2, 4, 5, 76, 80, 82) de l'élevage avicole autorisé qui comprendra après réaménagement 58000 animaux-équivalents en présence simultanée répartis comme suit : 6400 poulets de chair label, 12800 canards de chair, 6500 canards prêts à gaver en bâtiment, 6500 canards prêts à gaver sur parcours, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de CANIHUEL (28 octobre 2003), KERPERT (3 novembre 2003), LANRIVAIN (6 octobre 2003), MAGOAR (6 octobre 2003), PLESIDY (29 septembre 2003) ;
- VU les avis émis par les différents services lors de la procédure d'autorisation ;
- VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 25 octobre 2004;
- VU l'avis émis par la Commission départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques le 4 mars 2005;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'Environnement, notamment l'article L 512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;  
CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif pour l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne seront pas supérieurs aux besoins des plantes ;  
CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

**- ARRETE -**

**ARTICLE 1 :**

Mme Renée MAHE demeurant à KERPERT au lieu dit "Suscaniou" est autorisée à exploiter à cette adresse (Section ZM n°2-4-5-76-80-82), un élevage avicole dont la capacité maximale est de 58000 animaux équivalents en présence simultanée répartis comme suit : 6400 poulets label, 12800 canards de chair, 6500 canards prêt à gaver en bâtiment et 6500 canards prêt à gaver sur parcours.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n°2111-1 de la nomenclature le pétitionnaire devra respecter les prescriptions réglementaires ainsi que celles définies ci-après.

**ARTICLE 2 : Prescriptions particulières :**

**2.1. - Aménagement des bâtiments :**

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2485 m².

2.1.2. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

**2.2. - Sécurité :**

2.2.1. - Les matériaux employés pour la construction des bâtiments devront être de catégorie M3 au minimum (c'est à dire moyennement inflammables).

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage des combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100m/m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

### 2.3. - **Autres :**

#### 2.3.1. -

La production d'azote de l'atelier poulets label sera au maximum de 1411 unités d'azote.:

La production d'azote de l'atelier canards de chair sera au maximum de 3226 unités d'azote.

#### 2.3.2. - **Résorption :**

1862.5 unités d'azote organique d'origine animale sont résorbé par la restructuration du cheptel avicole.

### ARTICLE 3

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

### ARTICLE 4 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

En cas de cessation d'activité l'exploitant, conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 modifié, est tenu d'en faire la déclaration et de remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers mentionnés à l'article L.511-1 du Livre V, titre I du Code de l'environnement

### ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

### ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de KERPERT pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de Mme Renée MAHE.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de Mme Renée MAHE dans deux journaux d'annonces légales du département.

### ARTICLE 7 -

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté d'autorisation du 29 juin 1981 susvisé

### ARTICLE 8 -

**Délai et voie de recours** ((L 514.6 du Code de l'Environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de

deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Maire de KERPERT,

L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Mme Renée MAHÉ pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de CANIHUEL, LANRIVAIN, MAGOAR, PLESIDY, ST GILLES PLIGEAUX, ST NICOLAS DU PELEM pour information.

SAINT-BRIEUC, le  
LE PREFET,

27 OCT. 2005

Pour le PREFET,  
Le Secrétaire Général,



Jacques MICHELOT